

Mieux que sauver les meubles



Anne Lauvergeon, présidente du groupe Areva, lors de l'émission Ce soir ou jamais du 3 février, sur France 3

La Semaine de l'industrie, dont la première édition a lieu du 4 au 10 avril 2011 dans toute la France, a pour vocation de mobiliser les esprits sur la nécessité impérieuse d'une industrie forte pour l'avenir de notre économie. La promotion de ses valeurs saines comme l'abandon d'une idéologie utopique qui a régné depuis trente ans en sont la condition sine qua non. En dépend la santé, voire la survie de notre système de cohésion sociale, à terme plus court que l'on croit.

La France a besoin d'une industrie forte et c'est pour mieux en prendre la mesure qu'est organisée la première édition de la Semaine de l'industrie en avril prochain (cf. notre article du 8 février « Semaine de l'industrie, première ! », en rubrique *Actualités*). Mais ce qui était une évidence, frappée au coin du bon sens, lorsque notre pays possédait effectivement un tel atout dans son jeu économique, est devenu aujourd'hui une nécessité impérieuse pour la survie de notre économie et, par rebond direct, de notre système de cohésion sociale.

Cette affirmation pourrait paraître catastrophiste : ce n'en est malheureusement pas le cas et ce qui le serait en réalité, ce serait de continuer de se voiler la face, en estimant que tout va bien dans la meilleure des France mondialisées possibles. Une France dont on nous a promis, depuis une trentaine d'années, que les emplois perdus logiquement dans l'industrie seraient tout autant logiquement remplacés par des

emplois, moins pénibles et plus gratifiants dans le secteur tertiaire des services. On fêtait l'avènement de la mondialisation - et des délocalisations - triomphantes.

Le problème est que cette nuit de liesse et d'ivresse a été courte, trop courte, et qu'elle a comme toujours été suivie d'un réveil brutal et pénible. Symptôme de la gueule de bois : les Français se sont réveillés avec une croissance en berne et un chômage élevé, touchant officiellement environ trois millions de chômeurs et en réalité bien plus. Ils ont constaté que si les emplois industriels sont bien partis à l'autre bout du monde ou en fumée dans leur département, les emplois de services ne sont pas pour autant venus. Et qu'en appelant la *hotline* de leur opérateur téléphonique ou d'Internet, ils contactent un plateau de télé-opérateurs implanté de l'autre côté de la Méditerranée, d'où leur répond parfois, ni un Marocain, ni une Tunisienne, mais une personne à l'accent asiatique...



Les Français se sont réveillés en entendant aussi tous les matins que l'Allemagne nous a distancés dans de nombreux domaines économiques, à commencer par sa balance commerciale, en raison d'exportations massives permises et motivées par une industrie forte et conquérante.



En apprenant que ce différentiel n'est pas le fruit naturel d'une Allemagne par essence industrielle, mais la conséquence d'une politique fédérale privilégiant les investissements dans la formation des hommes et les équipements en machines au sein des entreprises, et des Pme particulièrement.

Nuit d'ivresse idéologique et réveil brutal

Si cette nuit de rêve mondialiste a été courte et si le réveil est brutal, c'est parce que le basculement d'une industrie française réellement forte et soutenue à une industrie en déshérence dans de nombreux domaines d'activité, s'est opéré une vitesse foudroyante, à peine trente ans, avec une accélération au cours des dix dernières années. Contrairement à ce que prétendent certains, la crise financière amorcée en 2008 avec ses immédiates conséquences socioéconomiques n'est pas la responsable de cette désagrégation. Elle l'a bien sûr amplifiée et accélérée, en affaiblissant la trésorerie des entreprises, mais les causes sont à la fois plus profondes et anciennes, étant en réalité de nature systémique et de choix politique. Comme l'a signalé l'ancien ministre

Jean-Pierre Chevènement lors de l'émission *Ce soir ou jamais* sur France 3 le février, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée dans le PIB national s'est considérablement dégradée, chutant de 30 % en 1982 à 13 % aujourd'hui ! En réponse à quoi Anne Lauvergeon, présidente du groupe Areva, fleuron français de l'industrie nucléaire dont il est leader mondial, a souligné qu'« *il devient urgent de mettre une œuvre une saine relance de l'industrie, incontournable pour sortir de la crise. Le développement des pays émergents, tels que la Chine et l'Inde qui sont en réalité devenus des pays émergés, est totalement fondé sur l'industrie. L'histoire que l'on a racontée aux enfants pendant 30 ans a été de dire que l'on allait produire en Chine, mais que nous allions continuer de réaliser*

les études de conception, le marketing, le commerce et les services en Europe et en France. Or, tout cela va être aussi réalisé dans les pays émergés, si nous ne sommes pas capables, par l'innovation et une politique que j'appelle de mes vœux, d'affirmer que nous avons un avenir sur notre territoire. Nous bénéficions d'une main d'œuvre et des acquis pour nous battre ».

La relance de notre industrie passe d'abord par la promotion de ses valeurs auprès des actifs et des jeunes sur les bancs de l'école et de l'université. Il s'agit de casser l'idée répandue depuis trente ans par les experts (en erreurs économiques) selon laquelle, pour reprendre le juste rappel dénoncé par Anne Lauvergeon, « *la production est quelque chose de sale et qu'on doit délocaliser* », contrairement aux secteurs des services, des économies virtuelles, du commerce et du tourisme, dont les mêmes idéologues ont annoncé qu'ils allaient assurer la prospérité à notre pays.

Cette relance passe ensuite par une politique de soutien et d'aides concrètes en matière de formation, d'investissements et de fiscalité, décidées par le législateur.

L'absence d'une telle réforme générale des esprits concernant la définition des pistes prioritaires pour relancer l'économie française serait d'autant plus frustrante et fautive, que notre pays jouit de grands atouts de compétences, y compris le secteur de la cuisine équipée dont les dégâts dans les Pme ont été terribles ces trois dernières années. Le constat est plus cruel encore dans l'électroménager, qui a vu les marques françaises, jadis fleurons de notre savoir-faire (De Dietrich, Scholtès, Rosières) être rachetées par des groupes étrangers au cours des vingt dernières années.

La mondialisation aura eu une vertu : nous apprendre qu'aujourd'hui, sauver les meubles ne suffit plus...

Jérôme Alberola

